

## Chambre des Représentants.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1890.

### Tableau des projets et des propositions de loi dont la Chambre est saisie.

#### I. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DONT LES RAPPORTS SONT FAITS.

1. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE OBLIGATOIRE. Proposition faite par M. Funck, le 16 novembre 1870 (n° 44). Rapport de M. de Haerne, du 31 janvier 1872 (n° 58).
2. Revision du CODE DE COMMERCE. Projet présenté par le Gouvernement, le 22 novembre 1870 (n° 14). Amendements du Gouvernement au titre VII, livre I<sup>er</sup>, présentés le 2 mai 1876 (n° 175). — Rapport de M. Dupont, du 5 mai 1880 (n° 175). Tableau comparatif du projet primitif, des amendements de la commission, des dernières propositions du Gouvernement, des amendements adoptés par la Chambre aux articles 1 à 7 et des amendements proposés aux articles 8 et suivants du projet de loi (n° 11 de 1884-1885).
5. TRADUCTION FLAMANDE DES ANNALES PARLEMENTAIRES. Proposition faite par M. Bara, le 31 janvier 1872 (n° 54). Rapport de M. Kervyn de Lettenhove, du 21 décembre 1872 (n° 79).
4. RANG ET MODE DE RECRUTEMENT ET D'AVANCEMENT des officiers du corps de l'intendance militaire et du service administratif de l'armée. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 novembre 1872 (n° 6). Rapport de M. Léon Visart, du 12 décembre 1872 (n° 64).
5. Sommes versées à la CAISSE DE REMPLACEMENT. Proposition faite par quatre Représentants, le 8 décembre 1875 (n° 40). Rapport de M. Woeste, du 26 avril 1876 (n° 167).
6. MODIFICATIONS au paragraphe 4 de l'article 78 de la LOI COMMUNALE. Proposition faite par M. Lelièvre, le 14 mars 1876 (n° 125). Rapport de M. Julliot, du 19 juin 1879 (n° 176).
7. MODIFICATIONS à la loi du 25 ventôse an XI, sur le NOTARIAT. Projet transmis par le Sénat, le 21 mars 1876 (n° 151). Rapport de M. Drubbel, du 5 juillet 1877 (n° 212) (1).

(1) Un amendement (n° 66, session de 1877-1878) a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 7 février 1878.

8. 1° TAXE SUR LES CHEVAUX, en abolissant l'impôt des chevaux mixtes. Proposition faite par M. Amédée Visart, le 8 août 1878 (n° 18) ; — 2° TAXE SUR LES CHEVAUX EMPLOYÉS A L'AGRICULTURE. Proposition faite par M. Thibaut, le 23 mai 1879 (n° 152). Rapport (sur les deux propositions) de M. D'Elhougne (n° 179 de 1878-1879) (1).
9. CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. Projets présentés par le Gouvernement, les 3 mars et 24 juillet 1879, 1° livres I et II (n° 88) ; — 2° livre III (n° 238).
- A. Titre I<sup>er</sup>, livre I<sup>er</sup> (projet de loi amendé par le Sénat, n° 102, session de 1886-1887).  
Rapport de M. Woeste, du 18 décembre 1888 (n° 37).
- B. Titres II, III et IV, livre I<sup>er</sup> (projet de loi soumis au second vote, n° 73, session de 1886-1887) (2).
- C. Rapports de M. Thonissen :
- 1° Du 17 février 1880, sur le chap. 1<sup>er</sup>, titre II, livre I<sup>er</sup> (n° 78) ;
  - 2° Du 1<sup>er</sup> décembre 1881, sur les chapitres II et III, livre I<sup>er</sup> (n° 31) ;
  - 3° Du 2 mars 1882, sur le chapitre IV, titre II, livre I<sup>er</sup> (n° 122) ;
  - 4° Du 24 mars 1882, sur le chapitre V, titre II, livre I<sup>er</sup> (n° 134) ;
  - 5° Du 20 avril 1882, sur le chapitre VI, titre II, livre I<sup>er</sup> (n° 181) ;
  - 6° Du 15 novembre 1882, sur le titre III, livre I<sup>er</sup> (n° 5) ;
  - 7° Du 21 février 1885, sur le titre IV, livre I<sup>er</sup> (n° 98) ;
  - 8° Du 29 mai 1885, sur le titre I<sup>er</sup>, livre II (n° 171) ;
  - 9° Du 20 novembre 1885, sur le titre II, livre II (n° 5) (3) ;
  - 10° Du 14 décembre 1885, sur le titre III, livre II (n° 50) ;
  - 11° Du 14 décembre 1885, sur le titre IV, livre II (n° 51) ;
  - 12° Du 30 janvier 1884, sur le titre V, livre II (n° 74) ;
  - 13° Sur le titre I<sup>er</sup>, livre III, session de 1880-1881 (n° 119) ;
  - 14° Du 28 février 1884, sur le titre II, livre III (n° 101) ;
  - 15° Du 28 février 1884, sur le titre III, livre III (n° 102) ;
  - 16° Du 14 mars 1884, sur le titre IV, livre III (n° 116) ;
  - 17° Du 14 mars 1884, sur le titre V, livre III (n° 117) ;
  - 18° Du 14 mars 1884, sur le titre VI, livre III (n° 118) ;
  - 19° Du 14 mars 1884, sur le titre VII, livre III (n° 119) ;
  - 20° Du 8 mai 1884, sur le titre VIII, livre III (n° 180) ;
  - 21° Du 8 mai 1884, sur le titre IX, livre III (n° 181) ;
  - 22° Du 8 mai 1884, sur le titre X, livre III (n° 182).

(1) Dans la séance du 4 juillet 1879, ces propositions ont été ajournées.

(2) Les articles 1 à 42 du livre II ont été votés en première lecture, à l'exception des articles 4, 20, 21, 22, 43, qui ont été renvoyés à la commission, et des articles 24, 25, 32, 53, 56 qui ont été réservés. Des amendements, n° 85 et 86 (session de 1886-1887) ont été renvoyés à la commission, qui se compose actuellement de MM. PINNEZ, président, BEGEM, THONISSEN, WOESTE et SIMONS. — Enfin, les articles 176 et 177 du chapitre VI, titre II, livre I ont fait l'objet d'un projet de loi spécial qui a été adopté dans la séance du 12 avril 1889. (Voir, n° 195, du 11 mai 1888 et 114, du 14 février 1889.)

(3) La section II du projet de la commission a fait l'objet d'un projet spécial présenté par le Gouvernement, le 15 avril 1890 (n° 150), qui a été renvoyé à une commission spéciale.

10. PENSIONS DES MEMBRES DE LA COUR DES COMPTES. Proposition faite par la section centrale du budget des dotations pour l'exercice 1881 (n° 58 du 25 décembre 1880). Rapport de M. Olin, du 14 juillet 1881 (n° 208).
11. MODIFICATIONS AUX LOIS ÉLECTORALES. Propositions faites les 50 juin, 1<sup>er</sup> et 15 juillet 1881 (n° 174, 178 et 207). Rapport de M. De Vigne, du 20 juillet 1885 (n° 210) (1).
12. ABROGATION des articles 75 à 75 de la loi du 21 avril 1810 sur les MINES. Projet présenté par le Gouvernement, le 6 décembre 1881 (n° 57). Rapport de M. Pirmez, du 25 avril 1885 (n° 120).
15. EXTENSION DU DROIT DE SUFFRAGE DANS LES LIMITES CONSTITUTIONNELLES (*bases nouvelles pour l'assiette de la contribution personnelle*). Partie de la proposition faite par M. Malou, le 15 décembre 1881 (n° 56). Rapport de M. Woeste, du 50 mars 1882 (n° 165), sur les articles ayant pour objet l'extension du suffrage.
14. CRÉDITS SPÉCIAUX pour l'exécution de TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE. § 5<sup>o</sup> de l'article 1<sup>er</sup> du projet présenté par le Gouvernement, le 18 avril 1882 (n° 176) (2). Rapport de M. Scailquin, du 6 mai 1882 (n° 218).
15. MODIFICATIONS DES ARTICLES 16 ET 17 DE LA LOI DU 25 MARS 1876. Proposition faite par cinq Représentants, le 24 janvier 1885 (n° 76). Rapport de M. Hanssens, du 5 avril 1885 (n° 125) (3).
16. IMPOT SUR LE REVENU DE VALEURS MOBILIÈRES. Projet présenté par le Gouvernement, le 50 mai 1885 (n° 176). Rapport de M. T'Serstevens, du 51 juillet 1885 (n° 227) (4).
17. INSTRUCTION OBLIGATOIRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 juillet 1883 (n° 197). Rapport de M. Wagener, du 25 mars 1884 (n° 139).
18. Anonymat pour la SOCIÉTÉ DES GALERIES SAINT-HUBERT. Projet présenté par le Gouvernement, le 51 juillet 1885 (n° 229) (5). Rapport de M. Buls, du 1<sup>er</sup> août 1885 (n° 252).

---

(1) Dans la séance du 14 août 1885, la disposition d'un article 4, proposée par M. Janson, le 10 août précédent (n° 252), lors de la discussion du projet de réforme électorale pour la province et la commune, a été ajournée et renvoyée à une discussion portant sur les mesures générales à prendre pour toutes les élections.

(2) Dans la séance du 12 mai 1882, la discussion du crédit concernant le paragraphe 5<sup>o</sup> a été ajournée.

(3) Dans la séance du 25 juin 1885, la discussion de cette proposition de loi a été ajournée.

(4) L'article 1<sup>er</sup> amendé et la disposition rejetée du n° 1<sup>o</sup> de l'article 2 doivent être soumis à un second vote.

(5) Un amendement présenté par M. le Ministre des Finances, le 50 novembre 1885 (n° 57), a été renvoyé à la commission qui est composée de MM. PIRMEZ, BULS, VANDENBERGBOOM, DE VIGNE, THONISSEN.

19. RÉORGANISATION DU CORPS D'ÉTAT-MAJOR. Projet présenté par le Gouvernement le 20 février 1884 (n° 94). Rapport de M. Thonissen, du 9 mai 1884 (n° 186).
20. Transfert à Visé du CHEF-LIEU DU CANTON DE JUSTICE DE PAIX DE DAELHEM. Projet présenté par le Gouvernement, le 20 mars 1884 (n° 129). Rapport de M. Bouvier, du 14 mai 1884 (n° 216).
21. POLICE DE LA PROSTITUTION. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 mai 1884 (n° 250). Rapport de M. Fris, du 8 juin 1887 (n° 213).
22. ARRANGEMENT conclu, le 14 mai 1884, avec la France, pour régler l'ALIMENTATION DU CANAL DE L'ESPIERRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 février 1885 (n° 67). Rapport de M. Tack, du 12 mai 1886 (n° 200).
23. REVISION DU TARIF DOUANIER en ce qui concerne LES FILS ET LES TISSUS DE COTON ET LES FILS DE LAINE. Projet présenté par le Gouvernement, le 29 juillet 1885 (n° 209). Rapport de M. Tack, du 7 août 1885 (n° 222).
24. PORT DES ARMES DE CHASSE ET DES ARMES DE GUERRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 16 avril 1886 (n° 150). Rapport de M. Nothomb, du 15 mai 1886 (n° 201).
25. ENREGISTREMENT AU DROIT FIXE PROVISOIRE DE FR. 2-50 DES ACTES SOUS SEING PRIVÉ PASSIBLES D'UN DROIT PROPORTIONNEL SUPÉRIEUR. Projet présenté par le Gouvernement, le 9 novembre 1887 (n° 5). Rapport de M. Eeman du 9 février 1888 (n° 88).
26. MODIFICATIONS A L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 16 AOÛT 1887 RELATIVE AU PAIEMENT DES SALAIRES DES OUVRIERS. Proposition faite par plusieurs Représentants, le 11 mai 1888 (n° 194). Rapport de M. Nothomb, du 17 mai 1888 (n° 202).
27. CONTINGENT DE L'ARMÉE POUR 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 22 novembre 1888 (n° 9). Rapport de M. Nothomb, du 12 décembre 1888 (n° 41)<sup>(1)</sup>.
28. ALLOCATION D'UNE SOMME DE 106,791 FRANCS, AUGMENTÉE DES INTÉRÊTS LÉGAUX Y AFFÉRENTS, A. M. J. BURNAY, CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES, A LIÈGE. Proposition faite par MM. de Favereau et Julien Warnant, le 22 novembre 1888 (n° 10). Rapport de M. Julien Warnant, du 9 août 1889 (n° 298). Note du Gouvernement, n° 40 (session de 1888-1889).
29. MODIFICATIONS A LA LOI HYPOTHÉCAIRE ET INSTITUTION D'UN PRIVILÈGE POUR LES SOMMES DUES A RAISON DE LIVRAISON D'ENGRAIS. Projet présenté par le Gouvernement, le 12 décembre 1888 (n° 43). Rapport de M. Van Cleemputte, du 12 février 1889 (n° 105)<sup>(2)</sup>.

---

<sup>(1)</sup> L'article 4 et les amendements de la section centrale (voir n° 41 du 12 décembre 1888) à cet article ont été ajournés dans la séance du 20 décembre 1888.

<sup>(2)</sup> Dans la séance du 14 mai 1889, le projet de loi adopté au premier vote (n° 165 du 10 mai) a été renvoyé à la section centrale.

50. **FALSIFICATION DES DENRÉES ALIMENTAIRES.** Projet présenté par le Gouvernement, le 21 décembre 1888 (n° 65). Rapport de M. de Mérode, du 25 juillet 1889 (n° 270) <sup>(1)</sup>.
51. **MISE A LA CHARGE DE L'ÉTAT DES INDEMNITÉS A PAYER POUR DOMMAGES CAUSÉS AU COURS DES GRÈVES.** Proposition faite par M. Giroul, le 29 mars 1889 (n° 159). Rapport de M. Bilaut, du 10 août 1889 (n° 501).
52. **REVISION DE LA LOI DU 15 AVRIL 1845 SUR LA POLICE DES CHEMINS DE FER.** Projet présenté par le Gouvernement, le 4 juin 1889 (n° 185). Rapport de M. Nothomb, du 10 juillet 1889 (n° 241).
55. **MODIFICATION AUX LOIS DES 24 MAI 1858 ET 21 JUILLET 1844 SUR LES PENSIONS CIVILES ET ECCLÉSIASTIQUES.** Projet présenté par le Gouvernement, le 18 janvier 1887 (n° 68). Amendement du Gouvernement, du 15 février 1887 (n° 93). Rapport de M. Anspach-Puissant, du 19 mars 1890 (n° 135).
54. **ASSISTANCE PUBLIQUE.** Projet présenté par le Gouvernement, le 28 mars 1888 (n° 158). Rapport de M. Amédée Visart, du 9 mai 1890 (n° 185).
55. **REVISION DU DÉCRET DU 10 VENDÉMAIRE, AN IV, SUR LA POLICE INTÉRIEURE ET LA RESPONSABILITÉ DES COMMUNES.** Proposition faite par M. Giroul, le 21 mai 1889 (n° 174). Rapport de M. Eeman, du 25 février 1890 (n° 108).
56. **TAUX DE L'INTÉRÊT LÉGAL FIXÉ A 4 1/2 P. % EN MATIÈRE CIVILE ET A 5 1/2 P. % EN MATIÈRE COMMERCIALE.** Projet présenté par le Gouvernement, le 15 janvier 1890 (n° 56). Rapport de M. Colaert, du 25 mars 1890 (n° 138).
57. **PLAIDOIRIE DANS LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.** Projet présenté par le Gouvernement, le 16 janvier 1890 (n° 62). Rapport de M. Loslever, du 7 mars 1890 (n° 128).
58. **CAISSE DE PRÉVOYANCE ET DE SECOURS EN FAVEUR DES VICTIMES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.** Projet présenté par le Gouvernement, le 16 janvier 1890 (n° 61). Rapport de M. Noël, du 14 mai 1890 (n° 192).
59. **LOCATION DES BIENS RURAUX APPARTENANT AUX ÉTABLISSEMENTS QUI JOUISSENT DE LA PERSONNIFICATION CIVILE.** Proposition faite par M. Henricot, le 25 janvier 1890 (n° 71). Rapport de M. Van der Bruggen, du 6 mars 1890 (n° 122) <sup>(2)</sup>.

## II. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI EN SECTION CENTRALE.

1. **MODIFICATIONS aux articles 75, 76, 77, 133, 135, 136 et 137 DE LA LOI COMMUNALE.** Projet présenté par le Gouvernement, le 15 décembre 1870 (n° 57) <sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Des amendements présentés par M. WOESTE, le 18 avril 1890 (n° 156) et par M. SIMONS, le 2 mai 1890 (n° 167), ont été renvoyés à la section centrale dans la séance du 12 mai 1890.

<sup>(2)</sup> Un amendement a été présenté par M. HENRICOT, le 9 mai 1890 (n° 184).

<sup>(3)</sup> Section centrale : MM. VANDER DONCKT, VAN ISEGHEM, SMOLDERS, DE CLERCQ, SANTRIN, KERVYN DE LETTENBOVE.

2. DROIT DE SUCCESSION sur les immeubles situés en pays étranger. Proposition faite par MM. Lelièvre et De Baets, le 4<sup>er</sup> juin 1871 (n° 135) (1).
3. MODIFICATIONS AUX ATTRIBUTIONS DES DÉPUTATIONS PERMANENTES DES CONSEILS PROVINCIAUX. Proposition faite par MM. Lelièvre et De Baets, le 5 mars 1874 (n° 403) (2).
4. RACCORDEMENTS INDUSTRIELS PAR CHEMINS DE FER. Seconde partie du projet présenté par le Gouvernement, le 21 avril 1875 (n° 141) (3).
5. EXEMPTION D'ENREGISTREMENT pour les actions et les obligations de sociétés établies en Belgique. Projet présenté par le Gouvernement, le 7 décembre 1875 (n° 36) (4).
6. MODIFICATIONS à la loi du 8 mai 1848, sur la GARDE CIVIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 16 mars 1876 (n° 127) (5).
7. EMPLOIS RÉSERVÉS AUX SOUS-OFFICIERS, dans les administrations civiles de l'État. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 avril 1876 (n° 165) (6).
8. DROIT DE PROPRIÉTÉ DES MODÈLES ET DESSINS DE FABRIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1876 (n° 12) (7).
9. TITRES AU PORTEUR. Projet présenté par le Gouvernement, le 19 décembre 1876 (n° 53) (8).
10. TRAITEMENTS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. Proposition faite par cinq Représentants, le 22 mai 1877 (n° 137) (9).
11. ABOLITION DE LA PATENTE DES MÉDECINS, chirurgiens, accoucheurs. Proposition faite par MM. Woeste et de Lehay, le 14 décembre 1877 (n° 38) (10).

(1) Section centrale : MM. THONISSEN, NOTHOMB, DE MACAR, WILLEQUET, COREMANS, DUPONT.

(2) Section centrale : PETY DE THOZÉE, SMOLDERS, DELCOUR, PIRNEZ, CROMBEZ, DE LEXHY.

(3) Section centrale : MM. LEFEBVRE, DE MACAR, THONISSEN, NOTHOMB, WILLEQUET, CUVELIER.  
— Rapport de M. NOTHOMB, session de 1876-1877 (n° 198). Dans la séance du 4 juillet 1877, le projet a été renvoyé à la section centrale.

(4) Section centrale : MM. DE WÆL, LE HARDY DE BEAULIEU, VAN HOORDE, BIEBUYCK, SMOLDERS, DENEUR.

(5) Section centrale : MM. NOTHOMB, BOCKSTAEL, WOESTE, DELCOUR, JANME.

(6) Section centrale : MM. PATERNOSTER, NOTHOMB, LÉON VISART, VAN HOORDE, TH. JANSSENS, VAN WANBEKE.

(7) Section centrale : MM. MAGHERMAN, DE HEMPTINNE, TH. JANSSENS, DE LAET, PARMENTIER, VERBRUGGHEN.

(8) Section centrale : MM. LOSLEVER, MAGHERMAN, NEEF-ORBAN, SIMONS, VAN CLEMPUTTE, WOESTE.

(9) Section centrale : MM. JULIEN WARNANT, REYNAERT, KERVYN DE LETTENHOVE, DE BUBLET, NOTHOMB, BOLS.

(10) Section centrale : MM. WOESTE, LÉON VISART, MASCART, DE MOREAU, VAN DEN STERN, VAN WANBEKE.

12. SUPPRESSION DE TOUT TRAITEMENT POUR CAUSE DE CONDAMNATION. Proposition faite par M. Frère-Orban, le 29 janvier 1878 (n° 60) <sup>(1)</sup>.
13. MODIFICATION DE L'ARTICLE 900 DU CODE CIVIL. Proposition faite par M. Kervyn de Lettenhove, le 5 février 1878 (n° 63) <sup>(2)</sup>.
14. Revision du CODE ÉLECTORAL. Partie du projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1878 (n° 90) <sup>(3)</sup>.
15. DISPOSITION PÉNALE CONTRE LA HAUSSE OU LA BAISSÉ, par des moyens frauduleux, des effets publics ou AUTRES TITRES NÉGOCIABLES. Amendement de M. Pirmez, présenté, le 6 décembre 1881 (n° 39), dans la discussion du projet de loi sur les faux dans les bilans <sup>(4)</sup>.
16. DISPOSITION PÉNALE CONTRE L'ÉMISSION AU-DESSUS DU PAIR, par voie de souscription publique, DES ACTIONS DE SOCIÉTÉS, pendant les trois premières années de leur existence. Article présenté, le 6 décembre 1881 (n° 39), par M. Malou, dans la discussion du projet de loi sur les faux dans les bilans <sup>(5)</sup>.
17. DISPOSITION PÉNALE CONTRE LES ÉVALUATIONS FRAUDULEUSES pour la formation du BILAN de sociétés. Article présenté, le 7 décembre 1881 (n° 44), par M. De Becker, dans la discussion du projet sur les faux dans les bilans <sup>(6)</sup>.
18. PENSION à la dame Asselberghs, VEUVE LOUIS DEFRÉ. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 22 mars 1882 (n° 148) <sup>(7)</sup>.
19. ABROGATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DES LOIS COMMUNALE ET PROVINCIALE. Proposition faite par cinq Représentants, le 15 mars 1883 (n° 116) <sup>(8)</sup>.
20. EXEMPTION DES IMPOSITIONS PROVINCIALES ET COMMUNALES en faveur des biens affectés à un service d'utilité publique. — Exigibilité et perception des impositions communales. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1883 (n° 17) <sup>(9)</sup>.
21. CRÉDIT spécial pour rembourser les frais extraordinaires des FUNÉRAILLES DE CONSCIENCE. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1883 (n° 18) <sup>(10)</sup>.

---

<sup>(1)</sup> Section centrale : MM. THONISSEN, VANDENPEEREBOOM, DUPONT, FÉRON, JACOBS, WOESTE.

<sup>(2)</sup> Section centrale : MM. WASSEIGE, THONISSEN, JULLIOT, KERVYN DE LETTENHOVE, WOESTE, SMOLDERS.

<sup>(3)</sup> Section centrale : MM. DE MOREAU, ALEXANDRE JAMAR, PIRMEZ, KERVYN DE LETTENHOVE, DE HAERNE, SMOLDERS.

Les titres III et IV ont été adoptés par la Chambre, le 9 mai 1878.

<sup>(4)</sup> Cet amendement a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881 ; elle est composée de MM. SCAILQUIN, REYNAERT, DASAERT, JANSON, JOTTRAND, DE BECKER.

<sup>(5)</sup> Cet article a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881 ; elle est composée de MM. SCAILQUIN, REYNAERT, DASAERT, JANSON, JOTTRAND, DE BECKER.

<sup>(6)</sup> Cet article a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881 ; elle est composée de MM. SCAILQUIN, REYNAERT, DASAERT, JANSON, JOTTRAND, DE BECKER.

<sup>(7)</sup> Section centrale : MM. GOBLET D'ALVIELLA, DURIEU, LUCQ, FÉRON, BOUVIER, SCAILQUIN.

<sup>(8)</sup> Section centrale : MM. FÉRON, WOESTE, DE LANTSHEERE, JAMME, MAGIS, JANSON.

<sup>(9)</sup> Section centrale : MM. DE SNET DE NAEYER, BULS, SABATIER, COREMANS, MELOT, REYNAERT.

<sup>(10)</sup> Section centrale : MM. MAGIS, LESCARTS, CALLIER, SCAILQUIN, NOTHOMB, MEYERS.

22. INDEMNITÉ AUX VICTIMES DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 20 février 1884 (n° 93) (1).
25. MODIFICATIONS AUX LOIS ÉLECTORALES. Article 3 du projet présenté par le Gouvernement, le 14 mars 1884 (n° 122), et amendements de plusieurs Représentants, présentés les 9 et 10 avril 1884 (nos 160 et 164) (2).
24. ABROGATION des dispositions du décret du 24 messidor an XII, concernant les RANGS ET PRÉSÉANCES DES MINISTRES DU CULTE CATHOLIQUE et les honneurs à leur rendre. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 7 mai 1884 (n° 175) (3).
25. ABROGATION des dispositions du décret du 24 messidor an XII, concernant les CÉRÉMONIES RELIGIEUSES ET INTERDICTION DE LA PARTICIPATION DE L'ARMÉE AUX CÉRÉMONIES DES CULTES. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 8 mai 1884 (n° 179) (4).
26. APPLICATION AUX ÉLECTIONS DES DIFFÉRENTS DEGRÉS DES PRINCIPES DE LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE. Proposition faite par plusieurs Représentants, le 24 janvier 1888 (n° 78). Articles de la proposition de loi, le 17 janvier 1888 (n° 69) (5).
27. RÉGLEMENTATION DE LA VENTE DES MÉDICAMENTS PAR LES MÉDECINS. Projet présenté par le Gouvernement, le 1<sup>er</sup> mars 1888 (n° 105) (6).
28. AUTORISATION DE POURSUITES D'OFFICE EN CAS DE CALOMNIE, DE DIFFAMATION OU D'INJURE ENVERS LES MEMBRES DES FAMILLES DES SOUVERAINS ET CHEFS DE GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 mars 1888 (n° 128) (7).
29. ASSIMILATION AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, DE L'ASSOCIATION DE LA CROIX ROUGE DE BELGIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 9 mai 1888 (n° 192) (8).
30. DÉCLARATION CONCLUE LE 7-12 AVRIL 1888, ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, AU SUJET DE L'ARTICLE 56 DE LA CONVENTION DES LIMITES DU 7 AOUT 1843. Projet présenté par le Gouvernement, le 18 mai 1888 (n° 207) (9).

---

(1) Section centrale : MM. TESCH, NEUJEAN, BOCKSTAEL, CALLIER, PIRMEZ, THONISSEN.

(2) Dans la séance du 10 avril 1884, l'article et les amendements ont été renvoyés à la section centrale, qui est composée de MM. DE VIGNE, FÉRON, GOBLET D'ALVIELLA, MAGHERMAN, MALOU, JACOBS.

(3) Section centrale : MM. DENEUR, JANSON, DE MACAR, DE VIGNE, NEUJEAN, GOBLET D'ALVIELLA.

(4) Section centrale : MM. DENEUR, JANSON, DE MACAR, DE VIGNE, NEUJEAN, GOBLET D'ALVIELLA.

(5) Section centrale : MM. EENAN, D'OULTREMONT, BEGEREM, MELOT, CARLIEN, JACOBS.

(6) Section centrale : MM. JACOBS, BEGEREM, HANSSENS, FRIS, WOESTE, GUYOT.

(7) Section centrale : MM. BILAUT, BEGEREM, SIMONS, MEYERS, WOESTE, NOTHOMB.

(8) Section centrale : MM. DE SADELEER, DE LIEDEKERKE, D'OULTREMONT, D'ANDRIMONT, DE BORCHGRAVE, DIERCKX.

(9) Section centrale : MM. D'HOOGHVORST, DE LIEDEKERKE, DE SMET DE NAEYER, DE BARÉ DE COMOGNE, HANSSENS, DE BRIEV.

51. RÉORGANISATION DE LA GARDE CIVIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 23 janvier 1889 (n° 84) (1).
52. DÉFENSE A TOUT MEMBRE DE L'UNE OU DE L'AUTRE CHAMBRE DE RECEVOIR UNE RÉMUNÉRATION POUR L'EXERCICE D'UNE FONCTION A LA NOMINATION DU GOUVERNEMENT. Proposition faite par MM. Tack et de Smet de Naeyer, le 14 mai 1889 (n° 165) (2).
53. PERSONNIFICATION CIVILE ACCORDÉE AUX UNIONS PROFESSIONNELLES. Projet présenté par le Gouvernement, le 7 août 1889 (n° 287) (3).
54. MODIFICATIONS AUX N° 2 ET 3 DES LOIS ÉLECTORALES COORDONNÉES ET A L'ARTICLE 1<sup>er</sup> DE LA LOI DU 24 AOUT 1885. Projet présenté par le Gouvernement, le 7 août 1889 (n° 288) (4).
55. PROTECTION DE L'ENFANCE. Projet présenté par le Gouvernement, le 10 août 1889 (n° 502) (5).
56. TRAVAIL DANS LES MINES ET CRÉATION D'UNE DIRECTION GÉNÉRALE DU TRAVAIL. Proposition faite par M. Janson, le 17 janvier 1890 (n° 66) (6).
57. EXEMPTION DES DROITS DE DOUANE. Proposition faite par M. De Decker, le 7 mai 1890 (n° 172) (7).

### III. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI RENVOYÉS AUX SECTIONS.

1. ORGANISATION DE LA RÉSERVE DE L'ARMÉE. Projet présenté par le Gouvernement, le 20 février 1884 (n° 95). Sections du mois de février 1884.
2. SERMENT EN JUSTICE. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 8 avril 1884 (n° 154). Sections du mois d'avril 1884.
5. ABROGATION DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI DU 1<sup>er</sup> JUIN 1850 ET DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 1<sup>er</sup> JUILLET 1879. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 14 mai 1884 (n° 214). Sections du mois de mai 1884.
4. MESURES EN FAVEUR DES INSTITUTEURS DÉMISSIONNAIRES AYANT OPÉRÉ DES VERSEMENTS DANS LES ANCIENNES CAISSES PROVINCIALES. Proposition de M. Woeste, présentée le 22 janvier 1889 (n° 77). Sections du mois de janvier 1889.

(1) Section centrale : MM. WOESTE, DE SADELGER, NOTHOMB, EEMAN, DE MERODE, RONSE.

(2) Section centrale : MM. DILAUT, GUYOT, DE FAVERAU, NOTHOMB, DE HEMPTINNE, RONSE.

(3) Section centrale : MM. SCHOLLAERT, DE SADELEER, DE FAVERAU, LOSLEVER, NEMINCK, HELLEPUTTE.

(4) Section centrale : MM. SCHOLLAERT, COLAERT, DE SMET DE NAEYER, DE BRIEY, JACOBS, JANSON.

(5) Section centrale : MM. MAGIS, COLAERT, EEMAN, SLINGENEYER, NOTHOMB, HELLEPUTTE.

(6) Section centrale : MM. HANSENS, SADATIER, EEMAN, ANSPACH-PUISSANT, DE SMET DE NAEYER, VAN CLEEMPUTTE.

(7) Section centrale : MM. DE PITTEURS-HIÉGAERTS, RAEMDONCK, EEMAN, FLÉCHET, NERINCK, DE MONTPELLIER.

5. **BUDGET DES VOIES ET MOYENS**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, I). Sections du mois de février 1890.
6. **BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, II). Sections du mois de février 1890.
7. **BUDGET DES DOTATIONS**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, III). Sections du mois de février 1890.
8. **BUDGET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, IV). Sections du mois de février 1890.
9. **BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, V). Sections du mois de février 1890.
10. **BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, VI). Sections du mois de février 1890.
11. **BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, VII). Sections du mois de février 1890.
12. **BUDGET DU MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, VIII). Sections du mois de février 1890.
13. **BUDGET DU MINISTÈRE DE LA GUERRE**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, IX). Sections du mois de février 1890.
14. **BUDGET DU CORPS DE LA GENDARMERIE**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, X). Sections du mois de février 1890.
15. **BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, XI). Sections du mois de février 1890.
16. **BUDGET DES NON-VALEURS ET DES REMBOURSEMENTS**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, XII). Sections du mois de février 1890.
17. **BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE**, pour l'exercice 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1890 (n° 116, XIII). Sections du mois de février 1890.
18. **NOUVELLE PÉRÉQUATION CADASTRALE ET RÉDUCTION PROVISOIRE DE L'IMPOT FONCIER**. Proposition faite par cinq représentants, le 6 mai 1890 (n° 168). Sections de mai 1890.
19. **REVISION DE LA LÉGISLATION DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS**. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 mai 1890 (n° 197). Sections de mai 1890.

#### IV. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI RENVOYÉS A DES COMMISSIONS.

1. MODIFICATION DE L'ARTICLE 472 DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. Proposition faite par MM. Lelièvre et De Bacts, le 16 avril 1872 (n° 142) (1).
2. MODIFICATION à la loi du 20 décembre 1860, relative à la création de MONNAIES DE NICKEL. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 novembre 1872 (n° 16) (2).
3. DISPOSITIONS ADDITIONNELLES A L'ARTICLE 307 DU CODE PÉNAL. Proposition faite par M. Lelièvre, le 4 mars 1875 (n° 105) (3).
4. Revision du CODE DE PROCÉDURE CIVILE. Livres I à III. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1876 (n° 15) (4).
5. AUGMENTATION DU TRAITEMENT DES MINISTRES. Proposition faite par des section centrales examinant des budgets pour l'exercice 1881 (5).
6. Rectification des LIMITES SÉPARATIVES de *Baileux* et de *Cul-des-Sarts*. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 juillet 1885 (n° 219) (6).
7. ÉRECTION DE LA COMMUNE DE TEN-EEDE. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 juillet 1885 (n° 220) (7).
8. Revision du CODE CIVIL :
  - 1° Titre préliminaire et titres I à VI du livre 1<sup>er</sup>. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 novembre 1887 (n° 15);
  - 2° Titre VII à IX du livre 1<sup>er</sup>. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 avril 1890 (n° 155) (8).
9. REVISION DE LA LOI DU 12 JUIN 1816 RÉGLEMENTANT LES ALIÉNATIONS. LIQUIDATIONS ET PARTAGES DE BIENS DES INCAPABLES. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 mars 1888 (n° 125) (9).

(1) Commission spéciale : MM. THONISSEN, ORTS, CRUYT, PIRMEZ, TESCH.

(2) Commission spéciale : MM. THONISSEN, PIRMEZ, VERWILGHEN, MALOU, JACOBS.

(3) Commission spéciale : MM. JACOBS, PIRMEZ, DRUBBEL, GUILLERY, THONISSEN.

(4) Commission spéciale : MM. THONISSEN, VAN CLEEMPOTTE, JACOBS, JANSON, GUILLERY, REYNAERT, DUPONT.

Un rapport sur les titres I et II du livre 1<sup>er</sup> a été fait par M. THONISSEN, le 21 février 1877 (n° 89).

Dans la séance du 19 juin 1879, le projet concernant ces deux titres a été renvoyé à la commission.

(5) Commission spéciale : MM. DESCAMPS, THONISSEN, DE BECKER, DE LIEDEKERKE, DE ZERZOS DE TEJADA, VANDENPEEREDOOM, D'ELHOUNGNE, OLIN, PIRMEZ, TESCH, WASHER.

(6) Commission spéciale : MM. TOURNAY, DE CHIMAY, MINEUR, DE LIEDEKERKE, T'SERSTEVENS.

(7) Commission spéciale : MM. DE BRUYN, DE VIGNE, VANDERKINDERE, TACK, MAGIS.

(8) Commission spéciale : MM. BARA, BILAUT, COLAERT, MEYERS, NOTHOMB, REYNAERT, DE LANTSHEERE, DE SADELEER, DOHET, DUPONT, GIROUL, HANSENS, JACOBS, NEUJEAN, JANSON, SAINTELETTE, SIMONS, TESCH, THONISSEN, VAN CLEEMPOTTE, WOESTE.

(9) Commission spéciale : MM. DELCOUR, MALLAR, PIRMEZ, RÆPSAET, SIMONS.

10. RÉDUCTION DES DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT RELATIFS AUX ACTES D'ALIÉNATIONS DE BIENS DES INCAPABLES. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 mars 1888 (n° 124) (1).
11. APPLICATION DU RÉGIME CELLULAIRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 juillet 1889 (n° 235) (2).
12. ORGANISATION DE LA SIGNIFICATION PAR LA VOIE POSTALE DES ACTES DE LA PROCÉDURE PÉNALE. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 juillet 1889 (n° 234) (3).
13. ARRESTATION, A BORD DES NAVIRES BELGES, DES INDIVIDUS POURSUIVIS OU CONDAMNÉS PAR LA JUSTICE BELGE. Projet présenté par le Gouvernement, le 7 août 1889 (n° 285) (4).
14. ÉRECTION DE LA COMMUNE D'EBLY (PROVINCE DE LUXEMBOURG). Projet présenté par le Gouvernement, le 7 août 1889 (n° 293) (5).
15. CODE DU TIMBRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 22 novembre 1889 (n° 5) (6).
16. RÉGLEMENTATION DE L'INSTRUCTION DES FLAGRANTS DÉLITS DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. Projet présenté par le Gouvernement, le 13 avril 1890 (n° 150) (7).
17. AGGRAVATION DES PEINES EN CAS DE RÉCIDIVE. Projet présenté par le Gouvernement, le 13 avril 1890 (n° 151) (8).
18. ORGANISATION D'ASILES SPÉCIAUX AFFECTÉS A LA SÉQUESTRATION ET AU TRAITEMENT DES ALIÉNÉS DANGEREUX ET DES MALADES DÉTENUS PRÉVENTIVEMENT OU CONDAMNÉS. Projet présenté par le Gouvernement, le 13 avril 1890 (n° 152) (9).
19. HYPNOTISME. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 avril 1890 (n° 155) (10).

---

(1) Commission spéciale : MM. DELCOUR, MALLAR, PIRMEZ, RAEPSAET, SIMONS.

(2) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, BARA, DOHET, NOTHOMB, PIRMEZ, SIMONS, WORSTE.

(3) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, DECLERCQ, EEMAN, HANSSENS, MALLAR, MEYERS, SCHOLLAERT.

(4) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, NOTHOMB, VAN CLEMPUTTE, ANSPACH-PUISSANT, DOUCET, FRIS, CARLIER.

(5) Commission spéciale : MM. D'HOOGHYORST, DE BRIEV, VAN HOORDE, TESCH, JULIEN WARRANT.

(6) Commission spéciale : MM. JACOBS, RAEPSAET, DURIEU, NEEF-ORBAN, SCHOLLAERT.

(7) Commission spéciale : MM. JANSON, DUPONT, WOESTE, SIMONS, SCHOLLAERT, DOHET.

(8) Commission spéciale : MM. ANSPACH-PUISSANT, BEGEREM, MEYERS, DOUCET, NEUJEAN.

(9) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, THIRIAR, BARA, NOTHOMB, WOESTE, COLAERT, DECLERCQ.

(10) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, THIRIAR, DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, NOTHOMB, SIMONS, DE SADELEER, EEMAN.

20. MODIFICATIONS AUX LIMITES SÉPARATIVES DES TERRITOIRES COMMUNAUX DE LIMBOURG ET DE GOÉ (LIÈGE). Projet présenté par le Gouvernement, le 8 mai 1890 (n° 177) (4).
21. CODE DE PROCÉDURE MILITAIRE. Titre I et II. Projet présenté par le Gouvernement, le 14 mai 1890 (n° 189) (5).
22. CODIFICATION DES LOIS SUR LES DROITS DE SUCCESSION ET DE MUTATION. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 mai 1890 (n° 195) (5).

### V. — RAPPORTS SUR DES PÉTITIONS.

1. RAPPORTS DE PÉTITIONS : Feuilleton n° 8 (n° 198).

### VI. — QUESTIONS SOUMISES A UNE COMMISSION SPÉCIALE.

1. ARTICLE 90 NOUVEAU DU RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE. Proposition faite par la commission, le 2 décembre 1874 (n° 54) (4).
2. MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE : *Des délibérations de la Chambre sur les projets ou propositions de loi* ; propositions faites par la commission spéciale (5). Rapport de M. Pirmez, du 15 avril 1888 (n° 148) (6).

### VII. PROPOSITIONS DE LOI DONT LES SECTIONS ONT AUTORISÉ LA LECTURE.

1. AUGMENTATION DES TRAITEMENTS DE LA MAGISTRATURE. Proposition faite par six membres (7).
2. ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. Proposition faite par quatre membres (7).

(4) Commission spéciale : MM. LOSLEVER, D'ANDRIMONT, MEYERS, MALLAR, DOUCET.

(5) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, JACMART, JANSON, NEUJEAN, NOTHOMB, SIMONS, WOESTE.

(6) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, DUPONT, GIROUL, TESCH, JACOBS, RAEPSAET, SIMONS.

(7) Commission : MM. DE BAILLET-LATOUR, DE LEHAYE, DUMORTIER, MONCHEUR, PIRMEZ, DE ZEREZO DE TEJADA, TESCH.

L'article 90 nouveau a été renvoyé à la commission, dans la séance du 28 avril 1875.

(8) Cette partie du rapport et les propositions qu'elle contient ont été ajournées à la session prochaine et renvoyées à la commission spéciale, dans la séance du 15 juin 1889.

(9) Une nouvelle commission chargée d'examiner les modifications au règlement de la Chambre (revision des articles 49 et 64) a été nommée dans la session de 1885-1886 ; elle a été complétée, le 8 février 1888, de la manière suivante : MM. DE LANTSHEERE, PIRMEZ, GUILLEMY, SIMONS, TRIBAUT, TRONISSEN, TACK.

(7) Cette proposition de loi dont il a été donné lecture en séance publique doit être développée à la première séance de la prochaine session.

